

Stern (SPF) S.A.
Société anonyme –
Société de gestion de Patrimoine Familial
Siège social :
L-1511 Luxembourg,
121, avenue de la Faïencerie,
R.C.S. Luxembourg B 210.671

Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 2016

Numéro 3212

L'an deux mil seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant **Maître Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de

« **Stern (SPF) S.A.** »,

une société anonyme, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 novembre 2016, publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, numéro RESA_2016_161 du 2 décembre 2016.

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro B 210.671.

L'assemblée est présidée par M. **Damien BARBOSA**, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mme **Aurélie LANGHAM**, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M. **Damien BARBOSA**, demeurant professionnellement à Luxembourg.

I.- Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, après avoir été signées « ne varietur » par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital social de la Société est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut délibérer et décider valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

III.- Après avoir délibéré, l'Assemblée Générale a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de fixer une limite autorisée d'augmentation du

capital social à trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000), le capital social souscrit actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000) pouvant être augmenté à concurrence de trente millions d'euros (EUR 30.000.000) pour atteindre trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000), par la création de trente mille (30.000) actions, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000), jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le conseil d'administration est autorisé à réaliser cette augmentation de capital par l'émission des actions ainsi autorisées, en une seule fois ou par tranches successives, à fixer l'époque et le lieu de l'émission ou des émissions successives, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles, à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires, à déterminer le cas échéant, le montant de la prime d'émission, enfin, à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles à l'exécution du présent article.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la présente autorisation et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois que le conseil d'administration aura réalisé une augmentation de capital autorisée, l'article cinq des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue et cette modification sera constatée par le conseil d'administration ou par un membre du Conseil désigné par le Conseil à ces fins.

SECONDE RESOLUTION

A la suite des résolutions ci-dessus, l'article 5 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« Article 5.

Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euro (EUR 31.000,-) représenté par trente et un (31) actions d'une valeur nominale de mille Euro (EUR 1.000,-) chacune.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou

b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou

c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les titres émis par une SPF ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeur.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le capital autorisé est fixé à trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000) représenté par trente mille trente-une (30.031) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) par action.

Le capital social peut donc être augmenté à concurrence de trente millions d'euros (EUR 30.000.000) pour atteindre trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000), par la création de par la création de trente mille (30.000) actions, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000), jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

Le conseil d'administration est autorisé à réaliser cette augmentation de capital par l'émission des actions ainsi autorisées, en une seule fois ou par tranches successives, à fixer l'époque et le lieu de l'émission ou des émissions successives, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles, à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires, à déterminer le cas échéant, le montant de la prime d'émission, enfin, à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles à l'exécution du présent article.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la présente autorisation et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois que le Conseil d'administration aura réalisé une augmentation de capital autorisée, l'article 5 des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue et cette modification sera constatée par le Conseil d'administration ou par un membre du Conseil désigné par le Conseil à ces fins.

Les actions de la société sont nominatives.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.»

Déclaration en matière de blanchiment

L'actionnaire unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

FRAIS

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société à raison du présent acte, sont approximativement estimés à mille cents euros (EUR 1.100).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en

tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire instrumentant par leur, nom, prénom usuel, état et demeure, les parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signés :D. BARBOSA, A. LANGHAM, K.REUTER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/91

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 11 janvier 2017

Stern (SPF) S.A.

Société anonyme –

Société de gestion de Patrimoine Familial

Siège social :

L-1511 Luxembourg,

121, avenue de la Faïencerie,

R.C.S. Luxembourg B 210.671

Constat d'augmentation de capital du 23 décembre 2016

Numéro 3213

L'an deux mil seize, le vingt-trois décembre.

Pardevant Nous, Maître **Karine REUTER**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur **Damien BARBOSA**, agissant en sa qualité de mandataire de la société « **Stern (SPF) S.A.** », une société anonyme, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 novembre 2016, publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, numéro RESA_2016_161 du 2 décembre 2016, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro B 210.671, le tout en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 décembre 2016 par l'administrateur unique de la société Monsieur **Paul Andrew CHAMBERS**.

Une copie de la procuration, paraphée «ne varietur» par le comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, Es qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

1) La « **Stern (SPF) S.A.** » a un capital social s'élevant à trente-et-un mille Euro (EUR 31.000,-) représenté par trente et un (31) actions d'une valeur nominale de mille Euro (EUR 1.000,-) chacune.

2) L'article 5 des statuts stipule que :

« (...)

Le capital autorisé est fixé à trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000) représenté par trente mille trente-et-un (30.031) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) par action.

Le capital social peut donc être augmenté à concurrence de trente millions d'euros (EUR 30.000.000) pour atteindre trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000), par la création de par la création de trente mille (30.000) actions, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000), jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes.

Le conseil d'administration est autorisé à réaliser cette augmentation de capital par l'émission des actions ainsi autorisées, en une seule fois ou par tranches successives, à fixer l'époque et le lieu de l'émission ou des émissions successives, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles, à

supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires, à déterminer le cas échéant, le montant de la prime d'émission, enfin, à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles à l'exécution du présent article.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la présente autorisation et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois que le Conseil d'administration aura réalisé une augmentation de capital autorisée, l'article 5 des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue et cette modification sera constatée par le Conseil d'administration ou par un membre du Conseil désigné par le Conseil à ces fins.

(...)»

3) L'administrateur unique, par une résolution prise en date du 21 décembre 2016, a décidé de procéder à la réalisation du capital autorisé à concurrence de **trente millions d'euros (EUR 30.000.000)** afin de le porter de son montant actuel de **trente-et-un mille Euro (EUR 31.000,-)** à un montant de **trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000)** par l'émission de trente mille (30.000) actions, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000), jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Les nouvelles actions émises ont été souscrites pour un prix total de trente millions d'euros (EUR 30.000.000) qui est entièrement affecté au capital social de la Société en échange d'un apport en nature constitué de trente millions (30.000.000) de certificats participatifs de la tranche A d'un montant total de trente millions d'euros (EUR 30.000.000).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport pour un montant total de trente millions d'euros (EUR 30.000.000) a été donnée au notaire, qui le reconnaît expressément par la remise d'un rapport d'un réviseur d'entreprise en date du 23 décembre 2016 établi par « **Artemis Audit & Advisory** ».

4) A la suite de cette augmentation de capital, l'article 5 alinéa 1^{er} des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 5. Alinéa 1^{er}.** *Le capital social est fixé à trente millions trente-et-un mille euros (EUR 30.031.000) représenté par trente mille trente-une (30.031) actions d'une valeur nominale de mille Euro (EUR 1.000,-) chacune. »*

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge en raison des présentes sont estimés à six mille sept cents euros (6.700.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel et demeure, la partie comparante a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signés :D. BARBOSA, K.REUTER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 janvier 2017

Relation : 2LAC/2017/92

Reçu soixante-quinze euros

75.-

Le receveur :A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME
Luxembourg, le 11 janvier 2017